

JANV 2026

KALMA HAZARA

CY CERGY PARIS UNIVERSITE

WEST AFRICAN TIMES

**Quand les jeunes
s'expriment sur les
droits de l'enfant**

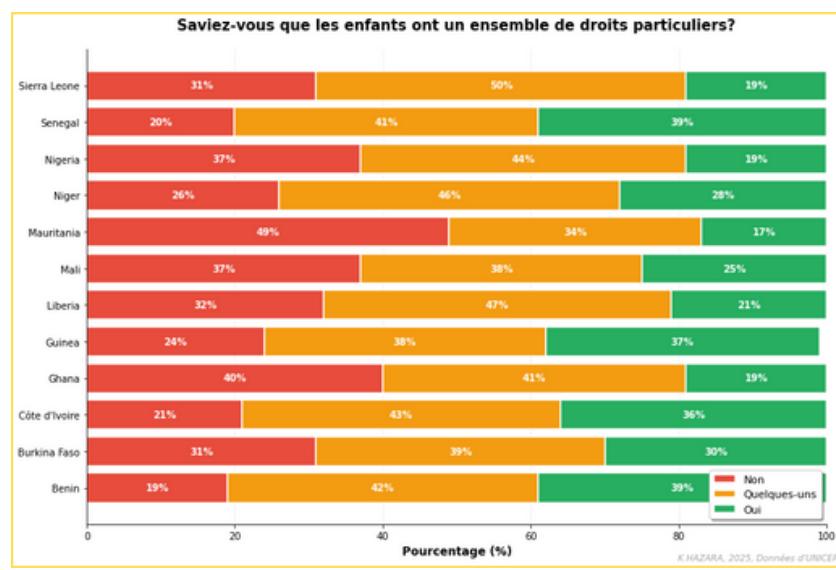
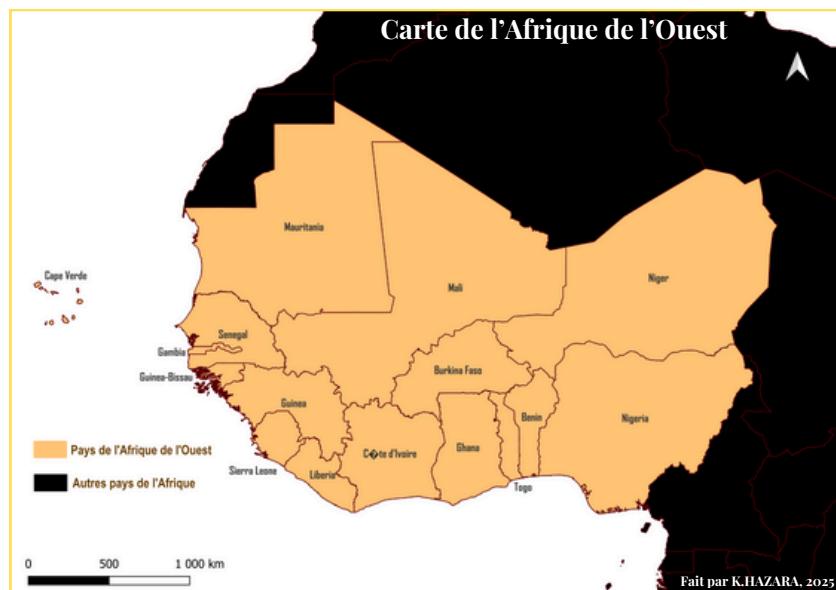
**La mise en cartographie d'un
sondage participatif de l'UNICEF**





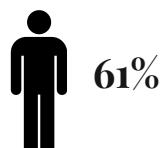
Introduction

En novembre 2025, l'UNICEF a rendu publique les résultats de leur dernière enquête internationale. Cette fois-ci, il s'intéressait aux droits de l'enfant, c'est-à-dire aux droits des individus de moins de 18 ans. Ce sondage était particulièrement intéressant car il s'adressait à un public jeune, avec la majorité des répondants étant âgés de moins de 25 ans. La question était simple : qu'en pensez-vous des droits de l'enfant dans votre pays? A la clôture du l'enquête, le nombre total des répondants s'élevait à 46 631 personnes de plus de 100 pays différents.



46 631

REONDANTS



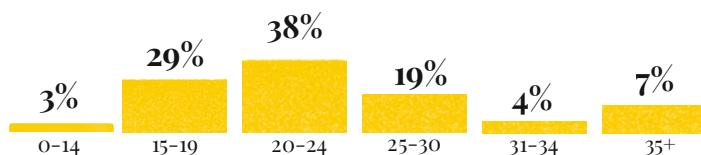
61%

47%

TAUX DE REONSE



39%

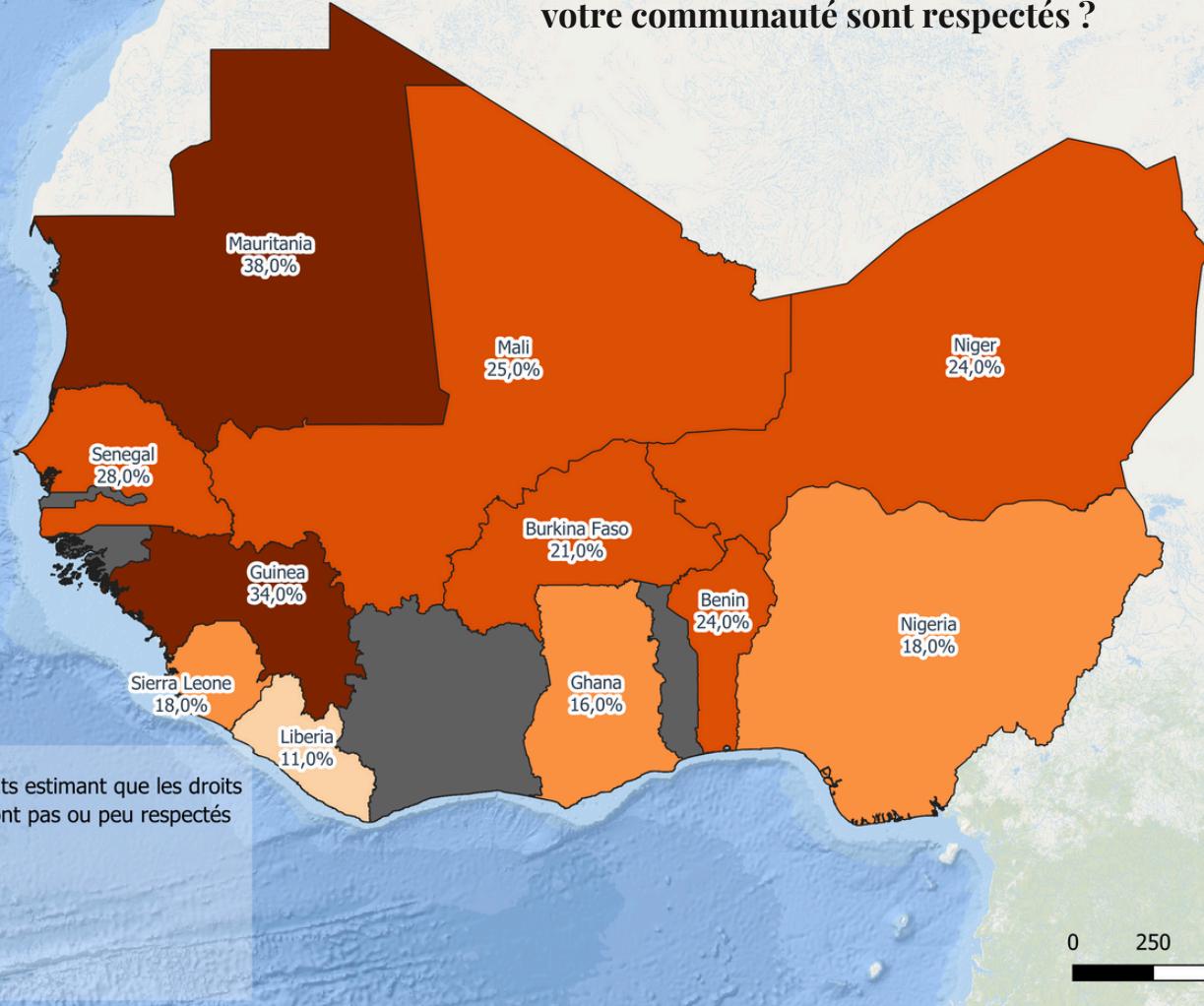


Parmi le tout, **l'Afrique occidentale** a enregistré le taux de réponse le plus élevé (10%). C'est pourquoi il semble intéressant de se concentrer sur cette région pour l'analyse (voir carte). Avec les Nations Unies qui publient régulièrement des sondages dans le cadre de son service de presse pour planifier leurs prochaines mises en action, dans quelle mesure les sondages participatifs permettent-ils de rendre visibles les opinions et les besoins sociaux des populations selon les différents contextes géographiques ?

Un moyen de sensibilisation

Tout d'abord, les sondages participatifs peuvent se servir comme un moyen de sensibilisation. La première question du sondage était celle-ci : « Saviez-vous que les enfants ont un ensemble de droits particuliers ? ». Les réponses (voir graphique) nous montre une réalité forte : si la reconnaissance des droits de l'enfant dans le monde semble être inscrite dans les textes internationaux, elle n'est pas toujours comprise localement. La majorité des répondants ne reconnaissent ces droits que partiellement, tandis que la reconnaissance entière des droits reste minoritaire. En effet, cette question peut ouvrir les yeux, sensibiliser, et faire réfléchir les répondants sur le contexte social de leur pays.

Pensez-vous que les droits des enfants dans votre communauté sont respectés ?

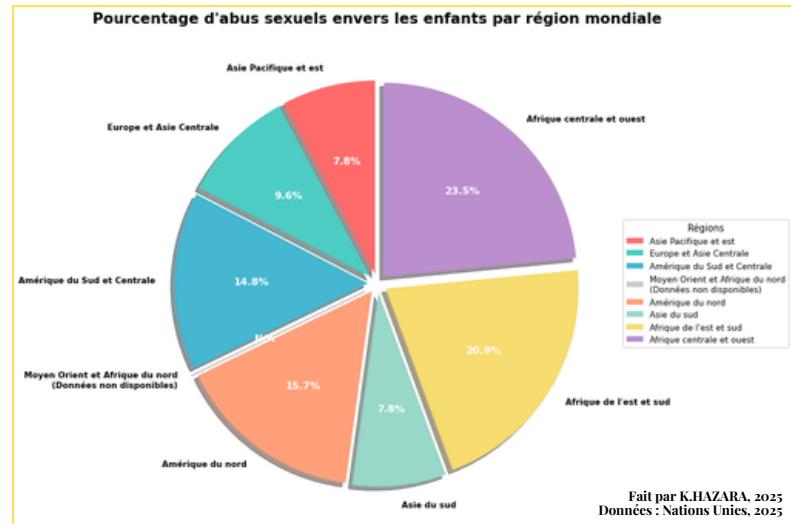


Un moyen de prise de parole

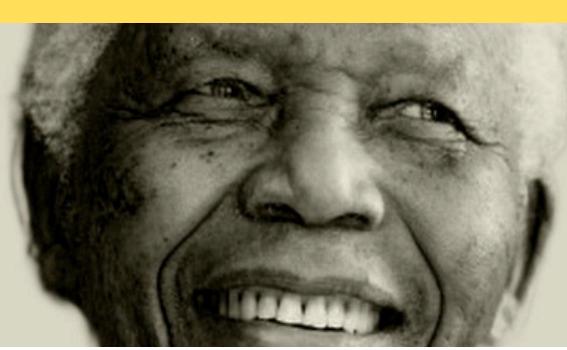
Deuxièmement, les sondages font parler les citoyens. L'anonymat lié au questionnaire laisse les répondants la liberté d'exprimer leurs opinions sans être jugés. Ils donnent une voix indirecte aux participants et leur permet de donner un message aux autorités locales qui peuvent parfois leur sembler loin.

Par exemple, la carte ci-dessus représente la façon dont la pratique des droits des enfants sont perçus par les répondants. Nous observons de fortes disparités régionales, avec des taux particulièrement élevés en Mauritanie (38 %) et en Guinée (34 %), où plus d'un tiers des participants expriment le sentiment que les droits des enfants ne sont pas ou peu respectés.

D'autres pays montrent également des chiffres élevés avec le Sénégal (28 %), le Mali (25 %), le Niger (24 %) et le Bénin (24 %) qui ont des taux supérieurs au quart des répondants. Seulement quatre pays parmi les 16 pays interrogés ont une part plus basse comme le Libéria (11 %), le Ghana (16 %), la Sierra Leone (18 %) et le Nigeria (18 %).



Selon une base de données publiée par les Nations Unies en mars 2025 intitulé Sexual Violence in Childhood (Violence sexuelle pendant l'enfance), l'Afrique centrale et occidentale arrive en tête des régions où les abus sexuels sont les plus considérables, suivie par l'Afrique australe et orientale (voir graphique). Parmi tous les abus, ce sont malheureusement les filles qui sont les plus impactées. En effet, ces abus incluent les mariages forcés, les filles victimes de mutilations génitales et d'excision, ainsi que le taux de grossesse chez les adolescentes le plus élevé au monde ([UNICEF](#), date inconnue). Les sondages comme celui-ci peuvent aider à mettre en lumière ces injustices.



Le véritable caractère d'une société se révèle dans la manière dont elle prend soin de ses enfants.

- Nelson Mandela

Un moyen de rendre justice

La sensibilisation et l'expression d'opinions sont des objectifs importants des sondages participatifs, mais leur impact sur la vie quotidienne dépend largement de la manière dont les résultats sont interprétés sur le terrain. Les enquêtes publiques peuvent donc devenir un moyen de rendre justice lorsque les citoyens se mettent en action. Vous trouverez ci-dessous quelques acteurs qui contribuent à la lutte contre la violence envers les enfants en Afrique de l'Ouest.



Hindou Laghdaf (Mauritanie)

« La violence sexuelle a toujours été un sujet tabou en Mauritanie, et les familles réglaient généralement les problèmes entre elles. Nous avons sensibilisé les écoles et les médias à l'existence de nos brigades spécialisées pour les mineurs, afin que les familles connaissent mieux leurs droits et soient désormais plus enclines à venir elles-mêmes porter plainte. » (Pour voir son témoignage, cliquez sur [Hindou Laghdaf](#))



CNLTPPA (Guinée)

En Guinée, la forme la plus courante de violence envers les enfants est la traite des personnes. L'exemple le plus courant est celui des porteurs. 69% des enfants victimes de la trafique humaine à Boké et 61% à Mamou sont amenés à porter de lourdes charges sur les marchés ou dans les gares routières (Okesh & al, 2022). **Le Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP)** est la principale plateforme de coordination pour les politiques de lutte contre cette violence.



SAFIN (Nigéria)

« L'initiative **Save the Future of Children** [...] a aidé plus de 20 000 enfants en leur fournissant divers services de protection sociale. Elle a été fondée en réponse à l'augmentation alarmante des violations des droits des enfants, notamment les mariages d'enfants, l'exploitation, es abus sexuels, le travail des enfants, la traite des enfants, la violence à l'encontre des enfants, la négligence et la pauvreté infantile » (Site SAFIN)

Conclusion et limites

Il a été observé que les sondages participatifs peuvent être un moyen de sensibilisation, de prise de parole, et de la justice. Malgré ces atouts, elles peuvent avoir ses limites. Tout d'abord, il est possible que les résultats ne soient pas représentatifs de l'ensemble de la population. Dans ce cas précis, le nombre des répondants de chaque pays ne dépassait jamais 2000. Il nous sera donc impossible de connaître la proportion réelle de ce que pense toute la population de l'Afrique occidentale. Ensuite, il est possible que les résultats soient influencés par des facteurs culturels ou sociaux. En effet, certaines personnes ne sont pas enclines à exprimer des avis critiques sur des sujets sensibles comme les violences ou les discriminations. Enfin, même si les sondages participatifs font parler les citoyens, les autorités ne sont pas toujours en mesure ou ne veulent pas les traduire en actions concrètes. Ce qui nous fait questionner de son efficacité. Nous pouvons donc nous demander : comment pourrions-nous optimiser la diffusion, le partage d'opinions et l'efficacité des sondages participatifs ?

Bibliographie

- Okech, D., Clay-Warner, J., Balch, A., Callands, T.A., Yi, H., Cody, A.M., Bryant, H., Bangoura, A., Bolton, C., & Hansen, N. (2022). Child Trafficking and Child Labor in Guinea: A Mixed-Methods Study. Center for Human Trafficking Research & Outreach, University of Georgia, Athens, GA, USA. <https://doi.org/10.71927/uga.26741>
- UNICEF, "U-Report Poll on Child Rights 2025" (Consultable sur l'application U-Report sur Android ou IOS)